



## 6. L'« enrôlement » des acteurs et la place des chercheurs

*C. Castellanet et P. Pédelahore*

La réussite d'une démarche de RAP dépend étroitement de la capacité des acteurs à établir entre eux des relations de confiance et à gérer les tensions qui peuvent émerger au sein d'un collectif. La place des chercheurs dans ce collectif demande aussi à être précisément définie. Ce sont ces divers aspects qui seront analysés ci-après.

### L'« enrôlement » et la construction de la confiance

L'implication des parties prenantes dans le collectif suppose de reconnaître un socle de valeurs partagées et de se donner le temps et les moyens d'établir des relations de confiance. Ce processus peut être facilité par une personne qui fait office d'animateur et/ou de médiateur.

Comme nous le verrons ci-après, il importe également de repérer et de tenir compte des asymétries inhérentes à la diversité des acteurs partenaires d'une RAP.

#### ▮ L'importance des valeurs partagées

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, la RAP est fréquemment porteuse de changement social. Souvent aussi elle amène des changements organisationnels, voire institutionnels, en abordant des enjeux de pouvoir au sein même des organisations partenaires. Elle modifie les rôles et les positionnements traditionnels des professionnels et des chercheurs, des travailleurs manuels et des intellectuels (Freire, 1969).

Quelles que soient les situations (Fals-Borda et Rahman, 1991), les dimensions éthiques et politiques de la RAP sont donc centrales. Sans un accord minimum entre les parties prenantes autour d'un noyau de valeurs sociales et politiques communes, des conflits de fond sont souvent inévitables et peuvent s'exprimer à tout moment. Il est donc



important, dès la phase initiale, de vérifier s'il existe un consensus suffisant sur ces valeurs (Liu, 1997).

Deux questions permettent de le faire et doivent être posées à l'issue de cette phase, avant de prendre la décision de lancer une RAP :

- y a-t-il un accord suffisant entre les parties prenantes sur les points de vue réciproques et sur les implications éthiques de l'action ?
- existe-t-il des aspirations communes explicites ou potentielles pour tous les participants ?

Ces valeurs partagées portent aussi bien sur une vision du monde et des valeurs éthiques communes que sur un désir de changement partagé. Par exemple, les chercheurs sont-ils prêts à travailler avec une organisation paysanne très liée à un parti politique donné ? Réciproquement, une organisation de petits agriculteurs familiaux accepte-t-elle de travailler avec une équipe de recherche qui axe ses travaux sur la grande mécanisation ou sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) ?

Comme il est difficile de déterminer à la fois l'étendue souhaitable des valeurs partagées et l'attitude effective des participants au-delà des positions déclarées au départ, il convient de s'appuyer sur les expériences et les intuitions personnelles.

Il est aussi possible de mettre à l'épreuve les valeurs affichées par des tests simples au cours de la phase initiale. Par exemple, le fait que les chercheurs puissent rencontrer librement et sans la hiérarchie tous les acteurs de l'organisation partenaire constitue un test de la volonté d'ouverture et de démocratie interne.

Plus la distance sociale et culturelle entre les différents acteurs est grande, plus la compréhension réciproque et la vérification de valeurs partagées sont difficiles. Entre chercheurs et paysans, par exemple, la communication est sans doute bien plus difficile et demandera plus de temps qu'entre chercheurs et techniciens, *a fortiori* si on travaille dans un contexte interculturel, comme c'est le cas dans les projets de coopération internationale.

## ▮ Construire la confiance

Identifier des valeurs communes et des aspirations partagées prend du temps. Pour être efficace, ce processus doit s'appuyer sur l'instauration parallèle d'un climat de confiance réciproque. À son tour, la confiance se construit progressivement, exige du temps et constitue d'ailleurs souvent un des résultats de la RAP. Elle nécessite une bonne compréhension réciproque, qui se développe par le dialogue respectueux (voir



chapitre 5 « L'émergence du collectif » page 69), le respect des codes de conduites locaux tels que le sens de l'hospitalité ou la consommation d'un aliment rituel comme la cola, l'adoption d'attitudes convenables dans le monde rural (langage utilisé, attitudes corporelles, respect des rythmes, etc.) ou le respect des engagements.

Une fois cette compréhension acquise, encore faut-il, pour construire la confiance, pouvoir considérer que son interlocuteur est fiable, qu'il ne manipule pas et ne déforme pas ses propos en fonction de ses seuls intérêts. Plus exactement, il faut savoir décoder les propos, corriger les informations reçues en fonction de ce que l'on sait des habitudes oratoires et des « petits arrangements avec la réalité » habituels dans tout discours, analyser les stratégies possibles de détournement et d'instrumentalisation des projets.

Pour les chercheurs, cela veut dire, par exemple, passer d'un stade initial où ils soupçonnent leurs partenaires paysans de chercher à profiter des ressources du projet au stade où ils arrivent à distinguer ce qui est de l'ordre de l'opportunisme et ce qui correspond à un intérêt réel.

Pour les paysans, cela signifie passer d'un état de méfiance généralisée vis-à-vis des urbains — « Mais qu'est-ce qu'ils veulent de nous, ceux-là ? » — à l'acceptation de leur statut de « fonctionnaires » payés pour observer et étudier sans qu'ils entretiennent de lien direct avec le reste de l'appareil d'État, les politiciens, la police ou autre.

Changer d'attitude est sans doute plus difficile pour les paysans que pour les chercheurs. En effet, les chercheurs ont la possibilité de s'immerger progressivement dans la société paysanne alors que les paysans, eux, n'ont guère la possibilité inverse, sauf lorsqu'ils peuvent participer à des colloques, à des débats scientifiques ou à des voyages d'étude. Mais cela reste assez rare et, quand ces opportunités se présentent, cela exige une sérieuse préparation et une bonne organisation, comme l'illustre l'encadré 4.

**Encadré 4. Les tables rondes paysans-chercheurs :  
simples échanges ou vrais débats ?**

*B. Sogoba, M. Togo et H. Hocdé*

Le colloque international sur la gestion des ressources génétiques agricoles en zone de savanes d'Afrique de l'Ouest, organisé à Bamako, Mali, en mai 2007, clôturait un projet de recherche participatif. Il traitait d'une large gamme de thématiques telles que diversité biologique, création variétale décentralisée et sélection participative, diffusion et réseaux semenciers, tout en affrontant le défi de faire travailler ensemble des publics peu habitués à



...

partager ce genre d'espace. Il y avait d'un côté une soixantaine de chercheurs rompus au débat académique et de l'autre une trentaine de paysans et une dizaine d'animateurs d'ONG peu familiers de ces joutes oratoires en amphithéâtre.

Comment faire participer les paysans au débat dans une arène où les règles du jeu sont classiquement celles des chercheurs ? La réponse a été d'organiser des tables rondes pour donner la parole aux producteurs, favoriser les échanges et les confrontations de points de vue, brasser les savoirs réunis pour l'occasion.

Pendant les tables rondes, les animateurs, lorsque c'était jugé nécessaire, traduisaient en bambara, tant pour expliquer certains points essentiels que pour maintenir l'attention d'un auditoire pour qui le français est difficile. Se sentant à l'aise, la plupart des paysans ont pris la parole et exprimé en toute sérénité leurs pensées.

Qu'ont-ils dit au public lors de ces tables rondes ? « On a découvert que les variétés ne tombent pas du ciel, elles sont créées par l'homme. » Eux, paysans, ont aussi appris à définir des idéotypes, à sélectionner du matériel végétal et à caractériser leurs variétés locales et leur comportement dans des situations très diverses. Ils ont reconnu que c'est grâce au climat de confiance qui a été créé que paysans et chercheurs ont pu réellement travailler ensemble pour mettre au point des variétés de mil et de sorgho (Grinkan, Kenikeni) et prendre des initiatives telles que la création de coopératives semencières.

À l'issue de ces tables rondes, les agriculteurs sont ressortis satisfaits d'être reconnus et admis dans le monde des chercheurs. Les organisateurs ont atteint leurs objectifs et se sont sentis satisfaits d'avoir innové de la sorte pour la clôture de leur projet et d'avoir ouvert des pistes pour organiser le dialogue entre deux mondes plus habitués à se côtoyer qu'à construire ensemble.

Dans les faits, à quel moment se déclenche la confiance ? Comment la provoquer ? On commence à accorder sa confiance à un autre quand celui-ci a donné des preuves de son engagement. L'encadré 5 illustre cette situation.

#### **Encadré 5. Une construction de la confiance par la mise à l'épreuve**

*H. Hocdé*

Au démarrage d'une démarche de RAP, les chercheurs sont testés, souvent à leur insu, de multiples manières par leurs interlocuteurs, des paysans, leur femme et leur famille. Sont mis à l'épreuve leur capacité à comprendre où ils sont en train de mettre les pieds, leurs savoirs (« Ils ne savent rien du haricot, mais connaissent bien la géographie locale »), leurs compétences (« Ils sont nuls sur le fonctionnement de notre organisation de producteurs, mais ils font des résumés très clairs de tout ce qu'on a raconté »), leurs positions

...



...  
 (« Il s'est bien accroché avec le technicien du ministère qui ne sait rien et l'a remis gentiment à sa place »), leurs engagements (« Il n'a pas peur de se mouiller face à un tel de telle institution qui nous reproche toujours quelque chose et il nous a rendu un fier service »), leur ténacité à faire participer les paysans (« On n'était pas chauds pour présenter nos travaux nous-mêmes ; il s'est décarcassé pour nous convaincre et finalement c'était super »), le fait de travailler (« Ah ! Eux, ils mouillent leur chemise, ce sont des bosseurs ») et donc le fait qu'« on peut compter sur eux, leur parole, on leur fait confiance ».

Par ailleurs, plus les asymétries entre acteurs sont fortes, plus la construction de la confiance prend du temps. Il faut passer par des tests tendus (« On veut que tu t'identifies là, maintenant, sinon on te laisse ici en plein village et on ne te ramène pas au chef-lieu ; on est d'accord avec les bonnes paroles, les jolis discours, ça nous plaît bien, mais pour continuer on veut savoir réellement ») ou par des modalités connues de tout le monde (« Un tel en qui j'ai totale confiance nous a dit : ce type, il est bien, vous pouvez y aller ! »). Il faut savoir décoder des propos (« Quelle autorité viendra à cette réunion, à notre réunion ? ») ou passer par la mesure du travail réel accompli (« On a passé un an à regarder par-dessus la haie, à discuter avec nos voisins, pour être sûrs que vous n'étiez pas tombés dans le panneau et que derrière vos variétés améliorées ne se cachaient pas des OGM »).

Rien d'extraordinaire dans tout cela. C'est la vie quotidienne, quels que soient le lieu et les équipes avec qui on fonctionne. Quand quelqu'un arrive dans un nouvel endroit, il est « testé ». Il faut l'avoir clairement en tête quand on s'engage dans une RAP !

## ▮ Le rôle de médiateur

L'existence de personnes médiatrices au sein des parties prenantes peut considérablement faciliter les relations. Un fils de paysan devenu chercheur ou professeur, un paysan qui a travaillé comme assistant de recherche ou un religieux ou un instituteur reconnu dans la communauté peuvent rapidement « traduire » les points de vue des deux parties tout en jouissant de leur reconnaissance et de leur confiance. Ils ont une position privilégiée pour jouer un rôle d'animation et de facilitation du dialogue dans le cadre de la recherche-action, aussi bien lors des rencontres organisées et officielles que lors des échanges officieux qui sont parfois tout aussi importants, sinon plus.

Cependant, cette situation n'est pas toujours confortable du fait des pressions auxquelles ces médiateurs risquent d'être soumis. Les médiateurs peuvent aussi vouloir profiter de leur position privilégiée pour devenir de véritables « courtiers du développement » (en l'occurrence de la RAP) avec, à la clé, un risque de manipulation des parties



prenantes, par exemple en filtrant sélectivement certaines informations à leur propre profit.

## ▮ Les asymétries entre acteurs et les rôles dans le collectif

La RAP prône une reconnaissance des divers types de savoirs des parties prenantes et la recherche d'un équilibre entre les types d'acteurs dans les processus de décision ou de coordination (voir « Reconnaître les savoirs des autres, développer un langage commun » page 44). Pourtant, la construction d'un collectif de RAP met en présence des acteurs qui ont souvent des ressources matérielles et immatérielles différentes et qui se trouvent donc en position d'asymétrie les uns par rapport aux autres.

L'asymétrie doit être reconnue et traitée afin de minimiser le risque de domination d'un acteur sur l'autre. Elle explique en effet le positionnement et la première répartition des rôles entre les acteurs en présence. Détenir des ressources peut ainsi placer certains acteurs dans une position dominante en termes de pouvoir de décision et de rôle de coordination et de programmation ou en termes de niveau de participation par rapport aux autres partenaires.

### Les différences de statut social

Une première source d'asymétrie est la différence de position sociale, qui se traduit par une différence de reconnaissance et de légitimité réciproque. La différence de statut et de niveau scolaire entre chercheurs et techniciens, d'une part, et entre techniciens et paysans, d'autre part, se traduit par une asymétrie dans la capacité des paysans à argumenter et à préciser leurs points de vue face à des cadres qui les traitent souvent avec un mépris plus ou moins explicite.

Les chercheurs sont les représentants d'institutions publiques ayant mandat de l'État pour accomplir leur mission et sont souvent perçus comme tels par les autres partenaires. De ce fait, ils bénéficient d'un poids important lorsqu'ils s'expriment, indépendamment de la pertinence de leur jugement ou de la justesse de leurs propositions.

À l'inverse, la reconnaissance de la légitimité et de la valeur des représentations et des questionnements des non-chercheurs n'est pas toujours la posture première des chercheurs. Même lorsque les chercheurs sont bien disposés et cherchent à encourager le dialogue, ils perpétuent souvent inconsciemment une relation inégale, asymétrique,



qui entretient le complexe d'infériorité des paysans. Darré (2006) parle de « violence symbolique » à ce sujet.

La capacité des paysans à adopter et défendre des points de vue autonomes et à les faire respecter dépend notamment du niveau de structuration du milieu local, du mode de désignation des porte-parole et du travail collectif qui a déjà été accompli pour définir et hiérarchiser les questionnements ou projets locaux.

Dans certaines situations assez répandues dans les contextes des pays du Sud, il n'existe pas forcément de « demande paysanne ou locale » déjà construite. Dans ces conditions, les chercheurs ont parfois tendance à mettre en avant leurs propres thématiques et démarches. Cela conduit à des démarches de RAP un peu trop orientées par les chercheurs et donc asymétriques, et ce malgré les intentions déclarées de renforcer la voix et les capacités des plus faibles dans le processus.

Dans tous les cas, c'est par la pratique « réflexive » du dialogue respectueux, en mettant en œuvre ce que Darré (2006) appelle « la recherche coactive » ou encore ce que Freire (1969) nommait « conscientisation », que les chercheurs et leurs partenaires peuvent apprendre à réduire ces asymétries sociales profondes.

### **L'accès inégal aux ressources**

L'asymétrie réside aussi dans les différences d'accès à l'information ou aux ressources financières ou matérielles telles que parc informatique et véhicules. Ainsi, dans ses échanges avec un groupe de maïsiculteurs peu informés des prix du marché, un industriel très au fait des cours du maïs est en position « d'imposer » ses points de vue et ses propositions.

De même, le fait que les fonctionnaires d'État ou les agents des ONG bénéficient souvent de véhicules pour leurs déplacements les place généralement en position de force pour définir la fréquence, les dates et les lieux de rencontre du collectif ou des visites de terrain.

Enfin, le chercheur ou le fonctionnaire assuré de son salaire mensuel peut investir largement son temps de travail dans le collectif de RAP et y imprimer sa marque, alors que le paysan qui doit d'abord penser à nourrir sa famille est souvent moins actif au sein du collectif.

Ces différences peuvent également être de nature plus symbolique (le prestige de l'habit, du diplôme ou de la fonction, par exemple)



ou liées aux capacités d'expression et de négociation des personnes en présence. Les individus n'ont en effet pas les mêmes capacités pour prendre la parole, s'exprimer clairement et faire valoir leurs convictions dans une assemblée qui réunit différents types d'acteurs.

La formation (avec des modalités spécifiques allant au-delà des processus d'apprentissage chemin faisant, voir partie 5) peut jouer un rôle important pour réduire ce type d'asymétries, comme l'illustre l'encadré 6. Cependant, les asymétries peuvent aussi augmenter entre les participants à la RAP et les non-participants ou entre les participants positionnés au cœur du processus et ceux qui sont à sa périphérie.

**Encadré 6. Une université paysanne au Nordeste du Brésil pour coconstruire des connaissances**

*J.-P. Tonneau et E. Coudel*

La décentralisation des politiques publiques au Brésil a confirmé les besoins, immenses, en compétences, en savoirs et en connaissances pour que les acteurs locaux puissent être réellement porteurs de projets de développement local et territorial. Le Cirad, en partenariat avec l'université fédérale de Campina Grande et le projet Dom Helder Camara, a participé entre 2003 et 2006 à l'animation d'une expérience de formation de jeunes ruraux en développement local durable. Le projet, baptisé Unicampo, a été mené dans la région semi-aride du Cariri, État de la Paraíba, Nordeste du Brésil.

Le pari était de permettre aux acteurs de valoriser et de renforcer leurs savoirs par un échange entre savoir local et savoir universitaire. Cet échange avait lieu au travers de débats entre participants, enseignants et chercheurs, possibles grâce au climat de confiance et de respect construit progressivement.

Ce processus de formation — un investissement de taille — s'inscrivait dans un cursus de 12 mois visant à renforcer les ressources humaines dans un territoire.

Pour favoriser un réel apprentissage, le processus pédagogique, inspiré de Freire (1969), a été organisé autour de sept questions clés : qui sommes-nous, quelles sont nos ressources, quels sont nos systèmes de production, comment améliorer notre situation, quels sont nos projets, comment nous organiser pour les mettre en œuvre et comment les gérer. La mise en œuvre comprend une alternance de cours et de séances pratiques, la valorisation des savoirs des participants, des échanges d'expériences, un suivi de la mise en œuvre des connaissances sur le terrain, etc.

Ces questions obligent les acteurs à s'interroger sur leur propre réalité ; ils la redécouvrent et apprennent alors à l'analyser. Ce faisant, ils définissent progressivement les projets qu'ils souhaitent mettre en place dans leurs communautés et la manière de les mettre en place, tout en affirmant leur identité et en cherchant à valoriser l'usage des ressources locales.

...





...

Ce mode de formation pour construire les compétences des acteurs bouscule les habitudes en introduisant une nouvelle manière d'envisager la connaissance et sa création. Les jeunes peuvent alors devenir de véritables promoteurs dans leurs communautés : ils sont armés pour mieux comprendre leur environnement et pour participer à des négociations avec des acteurs en position dominante.

Cependant, par la remise en cause des schémas classiques de transmission, qui fondent généralement le pouvoir dans les organisations publiques ou privées, cette formation peut poser des problèmes pour l'insertion des jeunes ruraux, à l'issue du cursus, dans les institutions en charge du développement local et territorial. Certains jeunes ne sont pas embauchés, étant catalogués comme perturbateurs potentiels de l'ordre établi. D'autres ne trouvent pas la marge d'action nécessaire au sein de l'organisation pour faire vivre cette méthodologie, ce qui crée souvent des frustrations.

On voit là les limites de la responsabilisation individuelle : ce sont aussi les organisations du territoire qu'il faut aussi transformer.

## La gestion des tensions

La RAP est une activité exigeante et dérangeante. Sur le plan pratique, elle exige du temps, des efforts et des palabres entre des gens qui n'ont généralement pas l'habitude de se parler. Au-delà de ces contraintes, elle peut remettre en cause les positionnements et l'image publique des participants. En effet, elle pose des questions indiscrètes, refuse les fausses évidences et les vérités toutes faites et met à jour des conflits d'intérêts occultés.

### ▮ La gestion de l'information, une question sensible

La RAP produit de l'information validée, donc difficilement contestable — c'est la force des procédures mises en œuvre par les chercheurs. Cela modifie souvent les rapports de force entre divers acteurs et organisations. Or l'information est une composante essentielle du pouvoir. Son impact varie selon la manière dont elle est diffusée, auprès de qui et à quel moment.

Les chercheurs se trouvent ainsi parfois devant le dilemme classique : toute vérité est-elle bonne à dire ? Ou, plus prosaïquement, certaines informations produites par la recherche ne doivent-elles pas être passées sous silence, au moins provisoirement, sous peine d'attiser les tensions ou de provoquer des réactions de blocage du processus de la part d'acteurs puissants ?

Autre dilemme pour les chercheurs : si l'une des parties leur confie des informations sensibles, sur sa stratégie politique par exemple, en leur



demandant de ne pas en faire état (devoir de confidentialité), comment doivent-ils gérer cette situation délicate ? Il arrive aussi que les chercheurs « oublient » de consulter leurs partenaires lors de la publication d'articles ou d'ouvrages issus d'une démarche de RAP, qui peut avoir lieu plusieurs mois ou même plusieurs années après la phase active de la RAP. Est-il possible, souhaitable, éthique de soumettre toutes les publications issues de la RAP à l'appréciation ou à la censure des parties prenantes ?

À l'inverse, les agriculteurs peuvent hésiter à communiquer des informations sensibles sur la nature des débats et sur les conflits internes de leurs organisations par exemple. Il existe en effet le risque que ces informations, portées au grand jour, aggravent les conflits ou modifient les équilibres.

Les observations des chercheurs contredisent aussi parfois le point de vue officiel des organisations paysannes sur des thèmes sensibles comme l'impact de telle pratique sur l'environnement ou l'impact social de telle mesure de politique agricole soutenue par les organisations paysannes. Dans ce cas, les responsables d'organisations seront tentés de « contrôler » la parole publique des chercheurs et de limiter leurs contacts avec les agriculteurs de la base ou avec les pouvoirs publics.

### ▮ Les temporalités de la recherche et de l'action

Le « temps du chercheur » et le « temps du paysan » ne sont pas équivalents. L'activité du chercheur, telle qu'une enquête, une mesure ou une expérimentation, se déroule souvent sur des périodes courtes et programmées. En revanche, les activités des autres acteurs, notamment des paysans, peuvent se dérouler sur des périodes longues et incertaines (un cycle cultural, des travaux au champ sujets à l'aléa climatique).

Les résultats du chercheur sont moins facilement programmables et se font souvent attendre, tandis que les attentes des autres acteurs, en termes de résultats applicables et de conseils, sont urgentes et impatientes. Ce décalage peut susciter le désintérêt et entretenir le doute sur les capacités et les intentions réelles des chercheurs et sur ce qu'ils font des centaines d'entrevues et des milliers de notes qu'ils ont prises. Les rumeurs peuvent se développer dans ce contexte : « Pour qui travaillent-ils vraiment ? Est-ce qu'ils ne réservent pas leurs conseils à des investisseurs bien placés ou à des firmes étrangères qui pourraient ainsi s'approprier encore plus vite des terres et des variétés des paysans ? »

La tenue de restitutions régulières présentant et discutant les résultats de recherche, même provisoires, permet de combler en partie ce fossé.



Présenter rapidement les premiers résultats d'essais agronomiques, juste après la récolte, permet aux agriculteurs concernés de comparer leurs expériences et d'en tirer des leçons pour l'année suivante.

Cependant, les restitutions ne résolvent pas toutes les tensions. Elles peuvent contribuer à alimenter les frustrations, surtout si les résultats semblent anodins ou ne font apparemment que répéter ce que les agriculteurs savaient déjà, par exemple l'histoire de leurs exploitations ou l'existence de tensions entre agriculteurs et éleveurs. Était-ce bien utile de passer six mois à collecter des données pour arriver à ce résultat ?

Le sens émerge lorsque l'on quitte la restitution proprement dite et que l'on met en débat des questions qui peuvent être discutées collectivement, alors qu'elles sont occultées ou passées sous silence dans les relations quotidiennes. Une enquête peut, par exemple, montrer des phénomènes de concentration des terres et d'exode rural, connus de tous mais qui n'étaient pas abordés dans les réunions de la communauté pour ne pas indisposer les paysans « cumulards ».

### ▮ Des conflits inévitables

Quelles que soient les précautions prises, la RAP risque de provoquer des tensions et des conflits en raison de la nature dérangeante des informations qu'elle produit et diffuse. Ces conflits révèlent les stratégies des acteurs (voir chapitre 5 « L'émergence du collectif » page 69). Aussi convient-il d'en profiter pour analyser les intérêts en jeu, les acteurs qui ont réagi et pourquoi. Puis il faut engager les négociations pour résoudre ou surmonter les conflits.

Les négociations seront facilitées si les conflits ont pu être anticipés dès le démarrage de la RAP et si l'on a pu mettre en place des instances de régulation adéquates (voir « Raisonner la composition du collectif » page 71 et partie 3). Cependant, quels que soient les garde-fous et les mécanismes mis en place initialement et définis de façon concertée, ils peuvent être remis en cause si le conflit est fort, dans la mesure où une RAP résulte souvent d'accords relativement fragiles et temporaires et rarement d'arrangements institutionnels contractuels et de longue durée.

## La place des chercheurs

Les situations de recherche-action conduisent les chercheurs à s'interroger sur leurs pratiques professionnelles. Leur place dans un



dispositif de RAP est singulière, soit parce qu'ils sont à son origine, soit parce qu'ils se voient confier des fonctions particulières d'animation, de traduction ou de médiation, soit encore parce qu'ils représentent un monde et des connaissances méconnus des autres parties prenantes. Il est donc nécessaire d'examiner leurs intérêts, les fonctions qu'ils assument et leurs rôles.

### ▮ Les intérêts du chercheur

Prendre en compte la « logique d'acteur », par exemple les logiques des familles paysannes, dans toute activité de recherche ou de développement est devenu relativement banal. En revanche, expliciter les logiques propres aux chercheurs l'est moins. Le chercheur est pourtant aussi un acteur social qui doit rendre des comptes à l'institution qui le paie et faire carrière en obéissant à certaines normes, dont celles liées à la publication.

Cela peut ne pas aller de soi pour les acteurs non chercheurs. Par exemple, la publication des résultats de recherches conduites dans le cadre d'une RAP peut être perçue par certains acteurs locaux qui y ont contribué « en confiance » comme une forme d'espionnage, de trahison ou même de vol, pour un bénéfice qu'ils imaginent mal mais qu'ils supposent important ou plus ou moins immoral. Un effort d'explication, qui passe souvent par des intermédiaires « de confiance », peut éviter les déconvenues les plus brutales.

### ▮ Un rôle spécifique dans l'animation du collectif ?

Lorsque le chercheur est porteur de l'initiative et des moyens matériels, c'est généralement lui qui détient le rôle d'animateur du collectif naissant et celui d'intermédiaire avec les autres chercheurs. Il peut ainsi jouer un rôle de traducteur entre différentes disciplines scientifiques ainsi qu'entre les approches scientifiques, d'une part, et les perceptions et les questionnements des acteurs locaux, d'autre part.

Pour jouer ce rôle correctement, le chercheur concerné doit prendre une certaine distance par rapport à sa discipline, à ses perceptions et à ses objectifs personnels ou institutionnels. Il doit également pouvoir s'impliquer tant dans la production de connaissances que dans l'action et dans la participation au changement. À la neutralité supposée du chercheur et à son rôle d'observateur extérieur se substitue donc la figure d'un chercheur-acteur dont l'implication dans l'action fait partie intégrante du processus de recherche (voir « Les principales justifications » page 31).



## ▮ Un rôle spécifique dans la construction de la problématique

Le chercheur joue un rôle actif dans l'exercice de « maïeutique » (dialogue constructif) qui permet au collectif de construire la problématique à traiter. Partant d'une difficulté exprimée par les producteurs sous forme de doléance ou de préoccupation — « On n'arrive pas à bien vendre notre manioc » —, le chercheur peut aider à clarifier le ou les problèmes rencontrés par ses questions : avez-vous des invendus ou est-ce un problème de prix de vente ? Avez-vous des difficultés de vente tout au long de l'année ? Comment faire pour améliorer la vente du manioc aux périodes les plus propices ?

L'échange direct n'est pas toujours la forme la plus efficace de dialogue entre chercheurs et paysans. Parfois il faut faire appel à un médiateur pour aider à formuler non seulement les questions pour la résolution du problème, mais aussi les questions de recherche. Les raisons sont diverses ; par exemple, le médiateur peut mieux maîtriser le parler local (la langue elle-même et surtout la manière de dire les choses, voir « Les premiers pas du collectif » page 75) et peut contribuer à réduire les asymétries de statut et leurs conséquences.

Les chercheurs veulent souvent aller trop vite, imposer leur logique et leur rythme (ce qui renvoie à la notion de violence symbolique évoquée plus haut). Le fait de faire appel à un ou plusieurs médiateurs ralentit le rythme, puisqu'il faut tout d'abord présenter les résultats des chercheurs et les questions qu'ils souhaitent aborder au médiateur avant d'organiser une seconde réunion avec les paysans, réunion qui sera animée par le médiateur. Cela complique le processus mais peut en fin de compte améliorer son efficacité.

Les chercheurs peuvent également aider à identifier des démarches et des outils susceptibles de mieux renseigner la problématique et de définir des pistes de solutions possibles. Ainsi, pour reprendre l'exemple précédent, après avoir montré que le problème concernait surtout les difficultés d'écoulement et les prix bas des tubercules frais de manioc, les chercheurs peuvent proposer d'analyser le fonctionnement de cette filière pour mieux repérer les solutions envisageables.

Les chercheurs doivent donc accepter de modifier leurs questions de recherche initiales pour orienter leurs travaux dans le sens de la recherche d'une solution au problème défini avec les acteurs. Ils doivent également reconnaître les savoirs de tous les acteurs et leurs capacités de produire de nouveaux savoirs (voir « Les principales



justifications » page 31). Il s'agit plus d'une logique de confrontation de différentes formes de connaissances que d'une logique de diffusion (du technicien ou du scientifique vers le producteur), comme le montre l'encadré 7.

**Encadré 7. Des paysans malgaches interpellent des chercheurs : qui êtes-vous ?**

*H. Hocdé*

Mars 2001, région du lac Alaotra à Madagascar. Des paysans du village d'Anandrobe reçoivent une trentaine de chercheurs visiteurs de différents pays. Ils les emmènent à travers tout leur terroir voir leurs parcelles et les adoptions techniques de semis direct sur couverture végétale qu'ils sont en train de mettre en place. Les visiteurs se répartissent en petits groupes. L'un de ces groupes, composé de sept personnes, s'entretient longuement avec trois paysans et une paysanne ; il s'intéresse plus particulièrement à l'histoire de leur groupement Tafaray (« arriver à s'unir ») qui comporte aujourd'hui 60 associés sur un total de 250 familles réparties dans le village.

Comme l'échange est productif et que le temps manque, ils concluent leurs discussions en se donnant rendez-vous pour le lendemain, bouleversant ainsi le programme officiel de la visite. Une seule condition est convenue entre chercheurs et paysans : inverser l'échange. Les chercheurs s'interdiront de poser des questions, ce sera aux paysans de s'adresser directement à eux.

Les paysans se retrouvent donc le lendemain avec un groupe de 10 chercheurs : un malherbologiste, un biométricien, une agronome-biostatisticienne, deux agronomes, un zootechnicien, deux physiologistes, un agronome système et un morpho-pédologue. Ces chercheurs travaillent en France, au Mexique, au Brésil ou au Cameroun et certains ont travaillé dans le passé à Madagascar.

Les paysans décident d'en savoir un peu plus sur l'identité de leurs visiteurs : « Qui êtes-vous ? Présentez-vous. Quelle est votre spécialité ? Quel est votre travail ? Si vous nous avez posé tant de questions hier, cela veut dire que vous pouvez nous apporter quelque chose. »

Voici un échantillon des questions :

– « Pourquoi tu nous poses des questions sur le *Mucuna* si c'est vous, les *vazaha* (étrangers), qui nous demandez de faire ces choses-là chez nous ? Tu nous dis que cela fait huit ans que tu es au Mexique, que tu travailles sur le *Mucuna* et le semis direct, alors où en êtes-vous depuis tout ce temps, alors que nous, nous venons juste de démarrer ? »

– « Si tu travailles sur l'association de l'agriculture et de l'élevage, peux-tu nous dire s'il vaut mieux s'orienter vers l'agriculture ou vers l'élevage ? Peut-on entretenir en saison des pluies nos 1 000 bovins sur 110 ha de collines ? »

– « Si tu as fait la carte de nos sols, peux-tu nous dire où semer nos cultures et nos parcelles en semis direct ? Peux-tu nous dire où on trouve le rubis ? »



...  
 – « Si tu t'occupes de mauvaises herbes, est-ce que tu connais les herbicides ? Alors comment fonctionnent les herbicides que nous utilisons ? Est-ce que tu fabriques des herbicides à Montpellier ? Quel est le risque à long terme des herbicides que nous utilisons ? »  
 – « Quelle est ton impression sur le sol de la parcelle (maïs avec Mucuna) qu'on vient de voir ? »  
 – « J'ai entendu que tu viens du Brésil. Peux-tu nous dire les performances de la variété de riz 8 FA3731 qui vient de chez vous ? »  
 Inutile d'en rajouter sur l'intensité et la richesse des discussions qui s'en sont suivies. Les visiteurs sont ressortis de cet échange impressionnés par la capacité et la pugnacité de leurs hôtes. Ils savaient que les paysans ont des idées et des centres d'intérêt, mais ils n'avaient jamais pris l'occasion de créer les conditions qui leur permettent de connaître ce qu'ils ont dans la tête et ce qu'ils ont envie d'exprimer. Combien d'entretiens, d'enquêtes et de rencontres se terminent par « et maintenant, si c'était vous qui me posiez des questions au lieu de répondre aux miennes » ?

### ▮ Un équilibre entre neutralité et implication

Les chercheurs occupent une position particulière dans un groupe de RAP en raison non seulement de leurs compétences propres, mais aussi de leur supposée objectivité ou neutralité dans l'analyse des phénomènes ou des situations observées. Pourtant, cette neutralité a depuis longtemps été remise en cause du point de vue épistémologique et du point de vue de l'évolution des relations entre science et société (voir « Les principales justifications » page 31).

La question de l'implication des chercheurs se pose surtout lorsque les problèmes traités mettent en jeu des choix techniques, sociaux, éthiques ou politiques. Par exemple, faut-il éliminer les intermédiaires commerciaux ? Faut-il favoriser la destruction de la forêt primaire par l'introduction de la tronçonneuse à moteur ?

Par ailleurs, les liens de confiance ou même parfois d'estime ou d'amitié qui se développent entre les chercheurs et certains partenaires risquent d'interférer avec l'analyse des résultats, faute de la distanciation nécessaire.

Enfin, l'implication des chercheurs dans l'action leur impose de faire des choix clairs, de prendre des risques et de poser des actes qui vont engager leurs propres responsabilités. Si la solution qu'ils ont incité à construire sur le terrain est un échec, seront-ils à même d'analyser et de présenter « en toute objectivité » les mauvais résultats obtenus et leurs causes, quitte à perdre la reconnaissance du groupe et leur propre légitimité ?



Ces difficultés invitent le chercheur à s'insérer dans un collectif de plusieurs chercheurs, si possible de disciplines diverses, et à se réserver des espaces de réflexion autonome. Elles invitent également à créer des instances scientifiques extérieures au collectif de RAP, comme un comité scientifique (voir chapitre 8 « Les dispositifs de gouvernance » page 107). Ces deux modalités offrent la possibilité de prendre de la distance nécessaire par rapport aux dilemmes et aux contradictions inhérents à la RAP.

## ▮ Les motivations des chercheurs

Si le chercheur apprend au même titre que les autres acteurs dans une démarche de RAP, sa position spécifique lui permet de tirer satisfaction de sa participation à la résolution d'un problème (l'amélioration des revenus des producteurs de manioc, par exemple) et au renforcement des connaissances et des compétences des acteurs. En outre, elle lui permet de produire des connaissances publiables qui ont une valeur générique car dépassant le simple contexte local.

D'un autre côté, le chercheur se retrouve fréquemment en décalage par rapport à ses collègues et à son institution. En effet, beaucoup de chercheurs et d'institutions de recherche voient la RAP comme une forme d'activité scientifique marginale et peu prestigieuse, qui consomme du temps et finalement distrait les chercheurs de leur cœur de métier (voir l'encadré 8).

### **Encadré 8. La gestion des relations entre un chercheur de la recherche en partenariat et son institution**

#### *B. Triomphe*

Si des chercheurs individuels peuvent, par intérêt personnel et par leur propre expérience, être convaincus de l'intérêt de s'engager dans une RAP, il n'en est pas nécessairement de même au niveau de leur institution de rattachement. Au Nord comme au Sud, les institutions peuvent avoir des réticences à laisser leurs chercheurs y participer. Les difficultés qu'un chercheur peut rencontrer sont de plusieurs ordres :

- une culture institutionnelle peu favorable qui est caractérisée par une prise de décision hiérarchique, un manque d'habitude du travail en partenariat, des préjugés contre les acteurs du développement et contre la légitimité de leurs savoirs et compétences, une faiblesse de l'interdisciplinarité, une concurrence à l'intérieur de l'institution pour l'accès aux ressources amenant à privilégier les engagements et démarches conventionnels ;
- l'existence de règles, de conventions et de valeurs (plus ou moins explicites) au sein des institutions ou dans la communauté scientifique en général (la fameuse question de la reconnaissance et de l'évaluation par les pairs), ...





...  
 qui façonnent et limitent les marges de manœuvre des individus et des équipes. Ce sont, par exemple, des calendriers de travail rigides, des modes d'évaluation peu favorables à la prise de risque et au travail avec les acteurs, une rigidité des types de produits de recherche attendus (priorité à la publication scientifique académique), des modes et des conditions de financement peu flexibles ;

- des difficultés à identifier et à mobiliser des personnes qui ont les compétences et l'expérience suffisantes pour s'engager dans des démarches de type RAP.

Cependant, le chercheur dispose aussi de marges de manœuvre pour susciter et obtenir l'accord de son institution de recherche, voire, à terme, un changement des perceptions et des pratiques. Voilà quelques suggestions concrètes pour les mettre à profit :

- s'appuyer sur l'expérience et les conseils d'autres personnes de l'institution, qui ont dû s'engager dans des démarches de RAP ou des démarches similaires ;

- obtenir l'appui de « parrains » bien disposés et bien placés dans la hiérarchie de l'institution, capables d'ouvrir des espaces de liberté relative et de protéger le chercheur en cas de difficultés ;

- se tenir prêt, le cas échéant, à répondre sans vaciller aux doutes et aux critiques classiques adressés à la démarche de RAP et à ses porteurs. On entend souvent des critiques comme « la RAP, ce n'est pas de la recherche, c'est du développement. Nous autres chercheurs, on n'a pas besoin des autres pour savoir comment concevoir des innovations et les faire passer, c'est notre métier. La RAP n'est pas une démarche établie, mais de simples concepts dont la valeur n'a jamais été prouvée. C'est compliqué, on ne sait pas comment s'y prendre. C'est une affaire de spécialistes en sciences sociales, les autres disciplines ne sont pas concernées. Cela ne permet pas de faire de la 'bonne' science et de publier. La RAP a la prétention de se substituer aux autres formes de recherche » ;

- s'impliquer activement dans la communication intra- et inter-institutionnelle au sujet du projet de RAP, via l'organisation de séminaires, de rencontres avec les partenaires ;

- renégocier périodiquement avec son institution les échéances, les budgets, les temps de mise à disposition et les produits, en fonction des résultats concrets obtenus à chaque étape du projet de RAP, afin que les attentes demeurent réalistes et actualisées par rapport à un projet de RAP qui évolue de manière dynamique ;

- proposer, le cas échéant, des modules de formation tels qu'écoles-chercheurs et ateliers théori-pratiques qui permettent de sensibiliser ses collègues, voire d'en enrôler certains ;

- enfin, ne pas oublier de publier chaque fois que possible dans les revues scientifiques, en valorisant les différents résultats intermédiaires ou les aspects méthodologiques.



De notre point de vue, la RAP peut se révéler au contraire très féconde sur le plan purement scientifique, car elle oblige les chercheurs à une remise en cause permanente de leurs paradigmes et de leurs méthodes de travail. Elle est source d'interrogations, de nouvelles questions et méthodes de recherche qui pourront souvent être traitées dans des recherches plus classiques. Beaucoup de grandes découvertes ont résulté d'observations faites dans le cadre de recherches appliquées, en interaction étroite avec les acteurs.